



Mémoire d'Auschwitz ASBL
Rue aux Laines, 17 boîte 50 – 1000 Bruxelles
Tél. : +32 (0)2 512 79 98
www.auschwitz.be • info@auschwitz.be

Creuser la terre-patrie. Une histoire de l'archéologie en Palestine-Israël (Chloé Rosner)

Fabian Van Samang

Mémoire d'Auschwitz ASBL

Novembre 2024

Au début du mois de juillet 2019, Benjamin Netanyahu, le Premier ministre d'Israël, a publié sur Twitter (la plateforme de communication numérique aujourd'hui appelée « X ») un message qui a fait beaucoup de vagues au sein de la communauté scientifique. « La Bible mentionne un endroit appelé Caphtor, qui semble correspondre à l'actuelle Crète », a déclaré le politicien israélien, qui n'est ni archéologue ni historien, mais titulaire d'un diplôme d'architecture et de commerce du *Massachusetts Institute of Technology* (MIT). Pour Netanyahu, la situation était limpide : « Il n'y a aucun lien entre les anciens Philistins et les Palestiniens modernes, dont les ancêtres sont venus de la péninsule arabique vers la Terre d'Israël des milliers d'années plus tard. » Et au cas où cela n'aurait pas été suffisamment clair, il a précisé les implications de ce message dans un nouveau tweet : « La connexion des Palestiniens avec la Terre d'Israël n'est rien comparée aux 4 000 années de relations que le peuple juif entretient avec cette Terre. »

La déclaration de Benjamin Netanyahu faisait suite à un article fraîchement paru dans *Science Advances* (3 juillet 2019), revue de l'*American Association for the Advancement of Science* dont le contenu évalué par des pairs est proposé en libre accès. Cet article présentait les résultats d'une analyse ADN réalisée sur dix squelettes datant de l'âge du bronze et du fer récemment mis au jour dans la ville portuaire israélienne d'Ashkelon. Les chercheurs avaient identifié dans l'ADN récolté des apports vraisemblablement dus à l'émigration de peuples européens à l'âge du bronze.

D'autres scientifiques ont toutefois fermement condamné la manière dont le Premier ministre israélien a détourné leur découverte pour renforcer son propre discours politique. « Depuis quelques années, les archéologues et les généticiens constatent que lorsqu'on analyse de l'ADN ancien, les résultats sont souvent mal interprétés, simplifiés à l'excès, ou manipulés pour servir des arguments pernicieux sur la race ou l'ethnicité », a par exemple déploré Megan Gannon dans un article pour le *Smithsonian Magazine* (« When ancient DNA gets politicized », 12 juillet 2019). « L'exploitation abusive de l'ADN ancien n'est que le dernier

CHLOÉ ROSNER

CREUSER LA TERRE-PATRIE

UNE HISTOIRE DE L'ARCHÉOLOGIE
EN PALESTINE-ISRAËL



exemple d'un problème de longue date qui touche l'ensemble de la discipline : l'utilisation de données archéologiques à des fins politiques. Depuis une dizaine d'années, les fouilles israéliennes dans la Cité de David sont par exemple au cœur du conflit pour le contrôle de Jérusalem-Est ; les Palestiniens établis dans le quartier de Silwan affirment que les fouilles invasives menées sous et autour de leurs habitations sapent (parfois littéralement) leur présence. »

Dans *Creuser la terre-patrie. Une histoire de l'archéologie en Palestine-Israël*, Chloé Rosner s'intéresse aux recherches archéologiques menées sur le territoire israélo-palestinien et à leur utilisation (abusive) dans les débats politico-idéologiques. Version retravaillée de la thèse de doctorat de son autrice, cet ouvrage chronologique comporte trois parties dont la première est dédiée au début de l'archéologie juive (dans les dernières décennies de la période ottomane, de 1850 à 1914), la seconde au développement de ce domaine d'étude au cours des trente années du mandat britannique, et la troisième à l'essor de l'archéologie judéo-israélienne à partir de la création de l'État, en 1948, jusqu'à la guerre des Six Jours, en 1967. Le but de Chloé Rosner était de compiler les innombrables descriptions de sites archéologiques pour en dégager une vision d'ensemble claire, avec une attention particulière pour l'évolution à moyen terme des instituts de recherche, des lois et des représentations muséales.

Elle explique de manière convaincante que les Ottomans n'ont commencé à s'intéresser à la recherche archéologique au Moyen-Orient que dans la seconde moitié du XIX^e siècle, voyant dans cette discipline un moyen de rivaliser avec les pouvoirs politiques et religieux (catholiques ou protestants) d'Amérique ou d'Europe occidentale, qui utilisaient les fouilles pour renforcer leur influence. À partir de 1880, un nombre relativement important de migrants juifs se sont installés entre la mer Méditerranée et le Jourdain. Ces derniers ont réclamé le droit de creuser l'histoire juive à l'aide de leurs propres méthodes de recherche, et ont fait de cette revendication la raison d'être de plusieurs institutions destinées à contrôler l'exploration et la présentation des sites juifs (notamment le mur des Lamentations et le tombeau de Rachel). À l'entre-deux-guerres, ces efforts ont été renforcés par la reformation de la *Jewish Palestine Exploration Society* (JPES) en 1919, l'ouverture de l'université hébraïque en 1925 et de son département d'histoire juive en 1936, l'inauguration d'un musée archéologique juif en 1941, et l'émergence de toutes sortes de congrès, de publications et d'attractions touristiques. De nombreux sites archéologiques ont été endommagés ou anéantis pendant la guerre civile de 1947-1948. De plus, la vague de migration causée par la Seconde Guerre mondiale a entraîné une croissance démographique qui a contraint de plus en plus de citoyens à s'installer à proximité de ces sites. Après la création de l'État d'Israël, l'archéologie et la politique se sont plus que jamais entremêlées, surtout à partir de 1956, lorsque la crise du canal de Suez a ouvert la porte à des recherches archéologiques dans le Sinaï. L'archéologie s'est également popularisée grâce à des initiatives telles que des formations et des séminaires (destinés aux civils comme aux militaires), une couverture médiatique accrue, de nouvelles collections muséales, l'érection de monuments et la mise en

circulation de timbres et de pièces ; autant d'actions destinées à familiariser la population avec l'archéologie et l'histoire du nouvel État.


La jeune autrice n'a pas lésiné sur les lectures. Sa bibliographie compte plus de 500 titres, en français et en anglais, dont près de 400 monographies et articles scientifiques, 65 sources secondaires, 35 articles de journaux et 27 publications de la *Jewish Palestine Exploration Society*. La majorité de ses références sont en outre récentes : seul un quart d'entre elles remontent au siècle dernier, contre 34 % datant de la période 2000-2009, 35 % de la décennie 2010-2019, et 22 ouvrages qui venaient tout juste de paraître au moment de la mise sous presse de son livre (un peu moins de 6 % des études citées ont été publiées entre 2020 et 2023). Il s'agit donc principalement d'une étude de la littérature, et non d'une analyse de sources archivistiques.

Creuser la terre patrie est une étude particulièrement intéressante, très détaillée et bien étayée. En parcourant le corpus, on remarque immédiatement que ce livre est une version révisée d'un travail académique. L'autrice reste très proche de ses sources, ce qui permet une reconstruction historique fidèle et fiable, mais relègue quelque peu la narration sous-jacente à l'arrière-plan. L'ouvrage contient par exemple très peu de références au travail archéologique : la localisation et le balisage des sites historiques, la fouille minutieuse d'innombrables couches de terre, les heures passées à creuser sous la chaleur du soleil, l'époussetage et le catalogage des artefacts trouvés, la montée d'adrénaline à chaque trouvaille... Chloé Rosner a choisi de se concentrer sur la genèse, la composition et le fonctionnement des institutions, et sur la manière dont différents acteurs historiques ont utilisé ces dernières pour servir leurs propres intérêts. En résulte une lecture ardue, mais caractérisée par une indéniable volonté de maintenir la distance et la neutralité que le monde attend d'une historienne. Dans le contexte du conflit israélo-palestinien, de nombreux termes ont été dénaturés par un usage négligent ou intéressé. Le titre de Rosner illustre à lui seul le fil sur lequel tout chercheur évoluant dans le domaine des sciences sociales doit jouer les équilibristes. *La terre-patrie*. La terre-patrie de qui ? Des Juifs ? Et, si oui, de quels Juifs ? Les Haredim, les orthodoxes modérés, les laïcs ? Ashkénazes ou Mizrahim ? Cette terre-patrie n'est-elle pas aussi celle des Palestiniens, des Ottomans de l'époque et des missionnaires chrétiens ? Englobe-t-elle les régions majoritairement peuplées de Palestiniens ? Quid de celles qui sont revendiquées par certains courants judéo-politiques (comme les terres situées à l'est du Jourdain) ? Ces considérations expliquent vraisemblablement le sous-titre, qui s'annonce suffisamment abstrait pour éviter les débats sans fin : *l'archéologie en Palestine-Israël*.

Chloé Rosner semble tout de même prendre position contre l'appropriation politico-idéologique de l'archéologie et de ses sciences auxiliaires. Elle montre par exemple qu'à l'époque ottomane, la *Société pour la préservation des monuments historiques juifs* utilisait déjà l'archéologie pour souligner le caractère juif des monuments et s'en arroger ainsi la paternité. En répertoriant des monuments, des sites archéologiques et des lieux de culte également revendiqués par d'autres, « ces lieux historiques, mais aussi sacrés deviendraient la

propriété inaliénable nationale du peuple juif. » (p. 72 et 79) Rosner avance également qu'avant la Première Guerre mondiale, la JPES constituait déjà une société savante dont les ambitions scientifiques étaient subordonnées aux aspirations idéologiques du sionisme, et que l'université hébraïque a, elle aussi, contribué au « mythe de la continuité », l'idée d'un peuple juif uni depuis des millénaires par des pratiques religieuses, culturelles et sociales communes, censée prouver que « [I]es Juifs constituent [...] une nation vivante comme les autres qui a le droit de revendiquer la Palestine comme lui appartenant. » (p. 99 et 166-167) Selon l'autrice, des cartes topographiques et des appellations géographiques en hébreu ont également été répandues vers le milieu des années 1920 dans le but « de faire ressurgir la géographie biblique de la Palestine pour mieux la nationaliser, la posséder et l'appriivoiser. » (p. 196) Les écrits de Yitzhak Ben-Zvi (cofondateur du mouvement Hashomer Hatzair et de la puissante organisation syndicale Histadrut, et second président d'Israël de 1952 à 1963) suggèrent qu'il s'agissait là d'une stratégie délibérée, et non d'un heureux hasard survenu en marge des sphères politiques : « Il s'agit donc subtilement de faire reconnaître les réalisations sionistes en Palestine et d'effacer l'existence palestinienne », assure Chloé Rosner à la page 198. Par ailleurs, des découvertes archéologiques devaient inscrire la luxueuse ville côtière de Tel-Aviv dans une longue tradition historique juive à laquelle elle n'appartenait en réalité pas, tandis que des congrès, musées nationaux, structures locales et autres vitrines touristiques étaient employés pour « inscrire des messages symboliques historiques dans l'espace et de permettre le basculement d'un espace palestinien à un espace israélien. » (p. 220-224, 266 et 280)

Quoi que l'on pense de son analyse, Chloé Rosner met ses lecteurs au défi de jeter un regard critique sur les conceptions historiques dominantes et stéréotypées pour (ré)examiner le passé sous un autre angle – un angle nouveau, original. Les historiens qui y parviennent méritent, aujourd'hui plus que jamais, le plus grand respect¹.

 <p>FÉDÉRATION WALLONIE-BRUXELLES</p>	<p><i>Depuis 2003, l'action de l'ASBL Mémoire d'Auschwitz s'inscrit dans le champ de l'Éducation permanente.</i></p> <p><i>À travers des analyses et des études, l'objectif est de favoriser et de développer une prise de conscience et une connaissance critique de la Shoah, de la transmission de la mémoire et de l'ensemble des crimes de masse et génocides commis par des régimes autoritaires. Par ce biais, nous visons, entre autres, à contrer les discours antisémites, racistes et négationnistes.</i></p> <p><i>Persuadés que la multiplicité des points de vue favorise l'esprit critique et renforce le débat d'idées indispensable à toute démocratie, nous publions également des analyses d'auteurs extérieurs à l'ASBL.</i></p>
--	--

¹ Traduit du néerlandais par Ludovic Pierard